

LES FEMMES

en tant que moteur du changement

DOCUMENT DE SYNTHÈSE



FIDA 1978-2003

Origine

L'accord portant création du FIDA en 1976, résultat de la Conférence mondiale de l'alimentation de 1974 organisée par la communauté internationale face à la persistance de la faim et de la malnutrition dans le monde. Il a été alors reconnu que la faim et l'insécurité alimentaire ne devaient pas être uniquement corrélées à des baisses de production vivrière et d'approvisionnement aux niveaux national et international. Il fallait plutôt voir ces phénomènes comme les conséquences de problèmes structurels profondément ancrés, liés au sous-développement et à la pauvreté, tout particulièrement du fait qu'ils affectent les populations rurales démunies. Le FIDA a approuvé son premier prêt pour un projet en 1978.

Mandat

C'est pourquoi le mandat du Fonds qui est *de lutter contre la faim et la pauvreté en milieu rural dans les pays en développement, particulièrement dans les pays à faible revenu et à déficit vivrier, et d'améliorer durablement les moyens d'existence des ruraux pauvres*, ne définit pas simplement la faim comme un problème de production alimentaire et d'approvisionnement mais aussi comme un problème lié aux moyens de subsistance.

Émergence d'un pôle spécifique

En s'acquittant de ce mandat, le FIDA a constaté que les ruraux pauvres ne peuvent renforcer leur sécurité alimentaire et accroître leur revenu que si les projets et activités sont conçus à partir de leurs systèmes de production et de leurs stratégies de subsistance, et que si les ressources sont allouées en conséquence. Pour

être efficaces, les investissements destinés à réduire la pauvreté doivent donc être associés à une bonne compréhension des processus qui engendrent la pauvreté et de la manière dont ils affectent les différents groupes de pauvres, ainsi que les femmes par rapport aux hommes.

À cette fin, le FIDA a intensifié sa collaboration avec les parties prenantes locales dans l'élaboration de ses opérations. Il a conçu et mis en œuvre des projets et programmes dans des environnements naturels, socioéconomiques et culturels extrêmement divers, dans des régions reculées et avec les fractions les plus démunies et les plus marginalisées de la population rurale. Cette expérience lui a permis d'acquérir une connaissance approfondie des processus qui contribuent à générer et perpétuer la pauvreté. Il a également enrichi sa perception pragmatique de ce qui marche ou ne marche pas pour promouvoir les conditions permettant aux ruraux pauvres de renforcer leur productivité, leur rendement et leurs revenus.

Contribution du FIDA

La contribution du FIDA à la réduction de la pauvreté rurale se fonde depuis longtemps sur la conviction que l'autonomisation économique des ruraux pauvres ne saurait simplement découler des retombées d'investissements réalisés au macroniveau ou au niveau sectoriel. L'action doit porter sur les obstacles auxquels sont confrontés les ruraux pauvres, (hommes et femmes), et viser à leur permettre de saisir les opportunités qui s'offrent à eux dans leurs différents contextes et activités particulières. En outre, comme dans de nombreux pays à faible revenu, la majorité des pauvres et de ceux qui sont dans le dénuement extrême

DOMAINES TRADITIONNELS D'INTERVENTION

- accès aux ressources productives (particulièrement terre et eau)
 - production agricole durable, y compris pêche et élevage
 - gestion de l'eau et irrigation (surtout à petite échelle)
 - services financiers ruraux, y compris microfinance
 - microentreprises rurales
 - stockage et transformation des produits agricoles
 - commercialisation et accès aux marchés
 - recherche/vulgarisation/formation
 - petites infrastructures rurales (routes de desserte, etc.)
 - renforcement des capacités des groupes et organisations de petits producteurs
-

VOLUME DES OPÉRATIONS

■ Nombre de projets:	628 dans 115 pays et territoires
■ Investissement total du FIDA:	7,7 milliards de USD
■ Ressources intérieures mobilisées:	7,9 milliards de USD
■ Cofinancement mobilisé:	6,6 milliards de USD
■ Valeur totale des projets:	22,2 milliards de USD
■ Bénéficiaires:	250 millions de personnes (chiffre estimatif)

(dont les revenus sont inférieurs à un dollar par jour) vivent dans les campagnes, le moyen le plus efficace, et parfois le seul moyen, d'entraîner une croissance générale plus rapide consiste à aider les producteurs pauvres à augmenter leur rendement. C'est pourquoi le FIDA préconise une croissance économique à large assise qui privilégie explicitement l'initiative et les capacités des producteurs ruraux pauvres. Cette approche prend en compte les besoins de consommation des pauvres, tout en mettant aussi l'accent sur leur capital social et leur potentiel économique en tant que *producteurs et travailleurs*. Elle implique par conséquent une connaissance approfondie de la complexité des moyens de subsistance en milieu rural et des différents rôles qu'assument les hommes et les femmes. Il a aussi fallu cibler avec soin les interventions selon les personnes visées et leurs activités – exploitants, travailleurs agricoles, pêcheurs, chasseurs et cueilleurs, éleveurs et petits entrepreneurs ruraux.

L'expérience du FIDA au cours des 25 dernières années montre sans équivoque que les ruraux pauvres sont pleinement capables de s'intégrer au développement social et économique, et aussi de contribuer activement à l'amélioration de la performance économique au niveau national – pour autant qu'on comprenne les causes de leur pauvreté et qu'on crée des conditions qui leur soient plus propices. Quel qu'en soit le volume, aucune aide nationale ou internationale ne saurait radicalement améliorer la situation rurale sans qu'une telle transformation ne repose sur les aspirations, les moyens et les activités des ruraux pauvres, ni sans que ceux-ci ne maîtrisent le processus de changement. Il faut s'efforcer résolument d'éliminer les obstacles essentiels d'ordre matériel, institutionnel et politique qui empêchent les ruraux pauvres de tirer parti des possibilités d'améliorer leurs moyens d'existence. Le développement ne peut pas se faire pour eux. Mais ce que l'on peut faire, c'est créer les conditions qui permettent aux pauvres de devenir les moteurs du changement.

Nouvelles orientations stratégiques du FIDA

Les objectifs de développement pour le Millénaire représentent l'engagement pris par l'ensemble de la communauté internationale de tout mettre en œuvre pour, d'abord et surtout, réduire de moitié la proportion de ceux qui vivent dans l'extrême pauvreté d'ici 2015. Le *Cadre stratégique du FIDA pour 2002-2006* est la réponse concrète du Fonds à cet engagement, dans lequel sont énoncés les aspects cruciaux qu'il faut aborder et les domaines sur lesquels le FIDA se concentrera dans le contexte de cet effort international plus large.

Le cadre stratégique, qui s'inspire des années d'expérience et de réflexion du Fonds, propose une nouvelle formulation très simple de la mission du FIDA: *Œuvrer pour que les ruraux pauvres se libèrent de la pauvreté*. Concrètement, cette mission s'articule en trois objectifs stratégiques sur lesquels le FIDA concentre ses investissements, ses actions de recherche et de gestion des savoirs, ses activités de concertation et de plaidoyer:

- renforcer les capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations;
- améliorer l'accès équitable aux ressources naturelles productives et à la technologie; et
- élargir l'accès aux services financiers et aux marchés.

Le Cadre stratégique impose aussi au FIDA de porter son engagement au-delà de l'effet immédiat de "ses" projets et programmes de manière à influencer sur l'orientation et la teneur des processus nationaux et internationaux de réduction de la pauvreté. Ainsi, l'accent est mis sur l'édification de partenariats complémentaires et d'alliances multiples afin de maximiser la contribution du FIDA à l'effort de réduction de la pauvreté plus large mis en œuvre par la communauté internationale.

LES FEMMES

en tant que moteur du changement

Document de synthèse pour les tables rondes
Conseil des gouverneurs
Session du vingt-cinquième anniversaire du FIDA

Février 2003



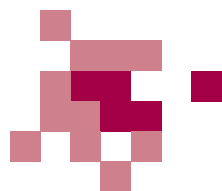


TABLE DES MATIÈRES

3 RÉSUMÉ

5 L'INÉGALITÉ ENTRE LES SEXES, LA PAUVRETÉ ET LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DU MILLÉNAIRE

L'inégalité entre les sexes perpétue et aggrave la pauvreté
Les défis mondiaux de demain

8 L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LE CADRE STRATÉGIQUE ET LES OPÉRATIONS DU FIDA

Pourquoi le souci d'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes sont au centre du mandat du FIDA
L'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes dans le Cadre stratégique du FIDA
Les approches de l'autonomisation des femmes
Réalizations et défis
C'est aux femmes d'établir le programme du changement

13 S'ATTAQUER AUX PROBLÈMES CRITIQUES

Accroître l'accès des femmes aux actifs productifs, leur maîtrise de ces actifs et leurs possibilités d'en bénéficier
Permettre aux femmes d'avoir plus d'influence dans les affaires de la communauté et à des niveaux politiques plus élevés
Améliorer l'accès aux équipements et services ruraux
Une condition essentielle: obtenir l'appui des hommes pour l'autonomisation des femmes

19 CONCLUSION

21 Notes de fin de document

23 Références

LES FEMMES EN TANT QUE MOTEUR DU CHANGEMENT

Tirer parti du potentiel des femmes dans la lutte contre la pauvreté

RÉSUMÉ

La pauvreté rurale est profondément enracinée dans la criante disparité que l'on observe entre ce que les femmes font et ce qu'elles possèdent. Partout dans le monde en développement les femmes rurales pauvres mènent des activités productives d'une importance cruciale pour la subsistance de leur ménage. Aussi vital que soit leur rôle d'agents économiques et de dispensatrices de soins, les femmes rurales ont beaucoup plus difficilement accès que les hommes au savoir, aux actifs et aux services – et bien moins d'influence sur la prise de décisions d'intérêt collectif. Ces inégalités persistantes affectent l'aptitude des femmes à s'acquitter efficacement de leurs rôles critiques, ce qui compromet le développement humain et économique général. Tout progrès dans la réalisation des objectifs de développement de la Déclaration du Millénaire nécessitera davantage d'investissements et des efforts plus ciblés pour remédier aux inégalités entre hommes et femmes et améliorer le statut social et économique, ainsi que la participation et la représentation politique, des femmes rurales pauvres.

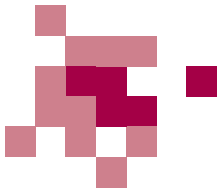
Au cours de ses 25 années d'existence, le FIDA a accordé une importance croissante à l'égalité entre hommes et femmes et à l'autonomisation des femmes, égalité et autonomisation étant considérées à la fois comme des objectifs en soi et comme des instruments dans la lutte pour la réduction de la pauvreté. Ce qui ressort de l'expérience du FIDA, c'est que lorsqu'il est tenu compte des besoins et des problèmes spécifiques tant des femmes que des hommes dans les activités de développement, et que des possibilités concrètes sont offertes aux femmes, les femmes peuvent devenir une puissante force de changement dans la vie de leur famille et de leur communauté.

Le présent document met l'accent sur des questions qui sont d'une importance cruciale pour s'attaquer aux inégalités structurelles et tirer parti du potentiel des femmes en tant qu'acteurs du changement, à savoir:

- *accroître l'accès des femmes à des actifs aussi essentiels que la terre, l'eau, les ressources forestières et le capital, ainsi que leur maîtrise de ces actifs et leurs possibilités d'en tirer parti. Au cœur de cette question il y a la position de pouvoir et la définition des grandes orientations: apprendre à maîtriser ces deux facteurs est la condition indispensable pour promouvoir un développement équitable et durable;*
- *donner aux femmes la possibilité de faire davantage entendre leur voix dans les affaires communautaires et à des niveaux politiques plus élevés. Donner aux femmes des possibilités d'être représentées et de jouer un rôle dans les organes décisionnels implique des mesures visant à faciliter l'exercice du droit d'association et d'expression, la conduite d'actions de sensibilisation aux droits des femmes, la mise en question des stéréotypes quant aux rôles respectifs des hommes et des femmes, et des mesures qui facilitent la participation des femmes en assurant la fourniture de services essentiels. Des mesures positives peuvent également se révéler nécessaires, par exemple des sièges réservés aux femmes dans les organes décisionnels;*

- *encourager et coordonner les efforts visant à accroître les investissements dans les équipements et services ruraux essentiels – en particulier eau, santé et éducation – dont l'accès limité impose une charge particulièrement lourde aux femmes et aux jeunes filles pauvres.*

Enfin, le document souligne combien il est important d'obtenir l'appui des hommes en faveur de l'autonomisation des femmes. Une prise de conscience de la population masculine doit aller de pair avec la mobilisation des femmes et la formation de groupes. La réalisation de l'égalité entre les sexes n'est pas la responsabilité exclusive des femmes marginalisées: les hommes et les dirigeants politiques (aussi bien les hommes que les femmes) doivent s'impliquer et se faire les champions de l'égalité et de l'autonomisation des femmes.



L'INÉGALITÉ ENTRE LES SEXES, LA PAUVRETÉ ET LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DU MILLÉNAIRE

Les objectifs du développement de la Déclaration du Millénaire¹ tiennent compte des multiples dimensions de la pauvreté. En les fixant, la communauté du développement a également pris en considération la corrélation entre la pauvreté et la situation des femmes en faisant de la promotion de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes l'une des finalités majeures. Pour suivre les progrès, il est fait appel à quatre indicateurs² – qui ont trait à l'éducation, à l'alphabétisation, à l'emploi salarié et à la représentation politique. L'élimination des disparités entre les sexes dans le domaine de l'éducation est une préoccupation majeure, l'éducation étant considérée non seulement comme un facteur d'autonomisation, mais comme une indication de la valeur que la société assigne aux femmes.

Cependant, l'intérêt de la promotion de la femme pour la réalisation des objectifs de développement du Millénaire va au-delà de l'élimination des disparités entre les sexes au sens strict. La réalisation des objectifs définis en ce qui concerne la nutrition; la mortalité maternelle, infantile et juvénile; la santé génésique; et le VIH/sida – et même de ceux qui ont trait à la gestion durable des ressources naturelles – est directement influencée par le rôle des femmes en tant que mères, dispensatrices de soins et gestionnaires des ressources naturelles, ainsi que par la nature des rapports sociaux entre les sexes.

L'INÉGALITÉ ENTRE LES SEXES PERPÉTUE ET AGGRAVE LA PAUVRETÉ

Partout dans le monde en développement, les femmes exercent de multiples activités économiques d'une importance cruciale pour la survie des ménages pauvres. Les femmes rurales pauvres jouent un rôle essentiel dans la production végétale et les soins au bétail, et elles fournissent à leur famille les aliments, l'eau et le combustible dont elle a besoin. Il en est particulièrement ainsi dans quelques-unes des zones les plus pauvres et les plus marginales qui connaissent des taux élevés et croissants de migration masculine. On assiste dans ces zones à une *féménisation croissante de l'agriculture*. En fait, en 1997, dans les pays en développement à faible revenu et à déficit vivrier, près de 70% des femmes en âge de travailler étaient occupées dans l'agriculture³. Dans le même temps, la proportion de ménages ayant pour chef une femme continue d'augmenter, atteignant près d'un tiers du total des ménages dans certains pays en développement⁴.

Malgré leurs fonctions essentielles d'agents économiques et de dispensatrices de soins, l'accès des femmes aux actifs financiers, physiques et sociaux est beaucoup plus limité que ce n'est le cas pour les hommes, elles ont moins d'opportunités d'améliorer leurs connaissances et leurs compétences, et elles ont moins d'influence sur la prise de décisions d'intérêt commun. *Dans le monde, les femmes possèdent moins de 2% des terres, et 5% seulement des services de vulgarisation leur sont destinés⁵. On estime qu'en Afrique les femmes ont accès à 10% à peine du montant total des crédits alloués aux petits agriculteurs et à tout juste 1% du montant total des crédits affectés au secteur agricole⁶. La manifestation la plus extrême de l'inégalité entre les sexes et du mépris des droits fondamentaux des femmes, ce sont les 60 millions de filles, et c'est là un chiffre*

"Ce qui commence par une indifférence aux intérêts des femmes entraîne des contrecoups néfastes sur la santé et la survie de tous..."

"Le renforcement des capacités des femmes non seulement augmente leur propre liberté et bien-être mais a également beaucoup d'autres effets sur la vie de tous".

Amartya Sen (2001)

La Déclaration des Nations Unies pour le Millénaire affirme que "l'égalité des droits et des chances des femmes et des hommes doit être assurée" et appelle entre autres à "promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, en tant que moyen efficace de combattre la pauvreté, la faim et la maladie, et de promouvoir un développement réellement durable".

Déclaration des Nations Unies pour le Millénaire, Résolution des Nations Unies 55/2 (2000)

minimum, «portées disparues», essentiellement en Asie, du fait de l'infanticide des filles, et d'avortements sélectifs fondés sur le sexe. Il faut ajouter à cela quelque 5 000 femmes assassinées chaque année dans des «crimes d'honneur»⁷.

La crise du VIH/sida, qui inverse déjà les avancées économiques réalisées dans quelques pays en développement, touche un nombre disproportionné de femmes: à la fois dans leur personne et dans leurs rôles de mère et de dispensatrice de soins. On prévoit qu'au cours de la prochaine décennie, l'épidémie va encore s'amplifier dans les pays en développement et qu'une femme sur quatre et un homme sur cinq seront contaminés⁸. L'épidémie est entretenue par des stéréotypes culturels selon lesquels l'homme est censé jouer un rôle dominant et les femmes un rôle passif dans la prise des décisions sur les relations de couple. Associée à la réduction des budgets sociaux, la nécessité pour les femmes de s'occuper des membres de leur famille atteints par la maladie limite leurs possibilités de se consacrer à des activités productives et rémunératrices, qui sont d'une importance critique non seulement pour le bien-être de leur famille, mais aussi pour leur statut social et économique dans la communauté. *Par conséquent, le VIH/sida n'est pas seulement alimenté par les inégalités entre les sexes, mais il accroît et perpétue ces inégalités*⁹.

Dans l'ensemble, le désintérêt pour les besoins et les droits des femmes compromet les chances de communautés entières de progresser et de se développer. La pauvreté est donc profondément enracinée dans la criante *disparité que l'on observe entre ce que font les femmes et ce qu'elles possèdent – en termes aussi bien de ressources que de droits*. À mesure que la condition de la femme s'améliore, la société en bénéficie. Des études ont montré, par exemple, que le principal facteur de l'amélioration de la nutrition infantile est l'amélioration de la condition socioéconomique des femmes, en particulier de leur niveau d'éducation¹⁰. De plus, les pays qui ont réalisé la croissance économique la plus rapide sont ceux où les disparités entre hommes et femmes dans le domaine de l'éducation ont été le plus rapidement comblées¹¹. Il ressort d'autres études que lorsque les paysannes ont directement accès au savoir et aux technologies, le rendement des cultures augmente sensiblement. Une enquête de la Banque mondiale est parvenue à la conclusion que 74% de 54 projets agricoles achevés comportant des mesures d'équité entre les sexes avaient donné des résultats dans l'ensemble satisfaisants, contre 65% seulement des 81 projets ne comportant pas de mesures analogues¹². D'après les estimations d'une étude souvent citée, l'inclusion dans un projet d'une composante expressément liée à la promotion de l'équité entre les sexes permet d'accroître la productivité et la production agricole de plus de 20%¹³. Les statistiques révèlent également que les taux de contamination par le VIH sont plus élevés là où les disparités entre les sexes en matière d'alphabétisation sont plus prononcées¹⁴.

LES DÉFIS MONDIAUX DE DEMAIN

Malgré une somme considérable et croissante d'éléments de preuve sur l'existence du lien entre l'inégalité entre les sexes et la pauvreté, les gouvernements et la communauté du développement ne sont pas encore suffisamment convaincus que la correction des déséquilibres historiques entre les sexes est un préalable essentiel pour atteindre tous les objectifs de développement du Millénaire.

Le Consensus de Monterrey reconnaît la nécessité d'*intégrer une démarche soucieuse d'équité entre les sexes dans les politiques de développement à tous les niveaux et dans tous les secteurs* afin de *renforcer le rôle utile que le système économique mondial joue dans la promotion du développement*¹⁵.

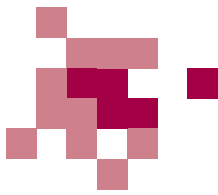
L'importance centrale des objectifs d'égalité entre les sexes et d'autonomisation des femmes est également reconnue dans le Plan de mise en œuvre de Johannesburg¹⁶. Le plan souligne qu'il importe de renforcer «le rôle des femmes à tous les niveaux et dans tous les aspects du développement rural, de l'agriculture et de la sécurité alimentaire». De même, il reconnaît que pour que puissent être réalisés les changements indispensables «les femmes devraient pouvoir participer pleinement et dans des conditions d'égalité à la formulation des politiques et à la prise de décisions».

Il y a un contraste frappant entre les engagements réaffirmés de la communauté internationale en faveur de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes et le peu de progrès réalisés vers la réduction des inégalités entre hommes et femmes. La persistance de ces disparités est sans conteste l'une des raisons qui explique que les objectifs fixés pour l'an 2000 en ce qui concerne la réduction de la pauvreté n'ont pas été atteints. Pour réaliser les nouveaux objectifs, il faut, à l'avenir, accroître sensiblement et mieux coordonner les efforts et les ressources. L'expérience passée montre qu'il *ne suffira pas de faire la même chose en en faisant plus*. De même, la croissance économique ne sera pas suffisante si les femmes continuent à se voir refuser les opportunités. Il y a en fait de plus en plus d'éléments qui mettent en évidence la nécessité de renforcer les droits et la représentation des femmes, et de promouvoir un changement culturel pour tirer pleinement parti des avantages de la croissance économique¹⁷.

Chaque pays, avec l'aide de la communauté du développement, doit s'efforcer d'atteindre les objectifs de développement du Millénaire dans un contexte caractérisé par la mondialisation et des disparités croissantes sur le plan des ressources. La mondialisation offre incontestablement d'énormes opportunités parce qu'elle élargit l'accès au savoir (rendu possible par les nouvelles technologies de l'information) ainsi qu'à de nouveaux marchés et à de nouvelles possibilités d'emploi. Cependant, elle place également les groupes plus marginaux devant des problèmes particuliers. (En fait, dans un monde de plus en plus mondialisé, les disparités de revenu et les inégalités entre les sexes s'accroissent dans beaucoup de pays¹⁸). Les pauvres, et surtout les femmes, n'ont souvent ni le pouvoir de négociation ni les capacités organisationnelles nécessaires pour s'attaquer aux nouveaux marchés et faire face aux nouveaux risques. Dans un environnement mondial aussi volatile et inégal, une étroite *surveillance des impacts des processus mondiaux sur les plus pauvres et sur les femmes en particulier* est indispensable. De plus, les tensions économiques et sociales, et les situations de conflit, peuvent aboutir à la restructuration des sociétés et des restrictions limitant les libertés des femmes. *Pour contrecarrer les risques de vulnérabilité accrue, il sera essentiel de renforcer les capacités des pauvres, hommes et femmes, et de leurs institutions, et de leur donner les moyens de défendre leurs droits.*

"Dans la focalisation de sa politique et de ses programmes sur la pauvreté, le FIDA se doit d'accorder une attention particulière aux femmes rurales pauvres, qui sont les principales pourvoyeuses de force de travail familiale et sont des gestionnaires avisées de la sécurité alimentaire du foyer."

FIDA (1998a)



L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LE CADRE STRATÉGIQUE ET LES OPÉRATIONS DU FIDA

POURQUOI LE SOUCI D'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES SONT AU CENTRE DU MANDAT DU FIDA

Au cours de ses 25 années d'existence, le FIDA a accordé une importance croissante à l'égalité entre les sexes et à l'autonomisation des femmes, ces deux volets étant considérés à la fois comme des objectifs en soi et comme des instruments pour la réduction de la pauvreté¹⁹. Dans son action de lutte contre la pauvreté, le Fonds considère les femmes comme un groupe cible qui mérite une attention particulière. L'amélioration de leur condition a pour principal point de départ leur promotion économique. De plus, le Fonds appuie vigoureusement *l'objectif de l'égalité entre les sexes en veillant à ce que les hommes et les femmes aient d'égales possibilités d'accès aux biens et services ayant une valeur sociale et de contrôle sur ces biens et services*²⁰. Le FIDA a également appris que lorsque les rôles et les besoins différents des hommes et des femmes dans la production et la sécurité alimentaire sont pris en compte dans la conception et l'exécution des projets, les interventions de développement gagnent en efficacité. Mais, surtout, il lui est apparu de plus en plus clairement que la promotion économique et sociale des femmes et l'observation effective de leurs droits humains fondamentaux sont d'une importance critique pour la réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire. Toutes les opérations financées par le FIDA ont montré que les femmes avaient de remarquables atouts pour devenir le moteur du changement. S'employer à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, c'est permettre aux femmes d'exprimer leur potentiel en tant que producteurs, gestionnaires de ressources et fournisseurs de services, dans l'intérêt de leur ménage et de leur communauté.

Le FIDA a constaté que *les ressources et les actions consacrées aux femmes constituent un investissement efficace et viable*. Il a remarqué, en particulier dans quelques-unes des communautés les plus pauvres et les plus exposées à l'insécurité alimentaire, que lorsque les femmes rurales sont organisées, informées et mises en confiance, elles peuvent devenir un élément moteur pour la transformation de la vie des membres de leur ménage et de leur communauté. Les femmes ne sont donc pas perçues comme des destinataires vulnérables de l'assistance mais *comme de puissantes alliées dans le processus de changement social et économique*.

De nombreux projets appuyés par le FIDA peuvent attester que *les femmes sont le moteur du changement au niveau communautaire*. Elles se sont imposées aux premières lignes de l'action pour le développement – même lorsque, comme dans certains des premiers projets du FIDA, la conception des interventions ne prévoyait pas de rôle majeur pour les femmes. Les femmes rurales se sont montrées déterminées, ingénieuses, prêtes à travailler en groupe, désireuses d'acquérir des connaissances et des compétences pour se lancer dans de nouvelles activités rémunératrices, et capables de mettre à profit leurs réseaux de relations sociales pour œuvrer en faveur du changement

"Les parties au prêt et les parties au projet s'assurent que les ressources et les bénéfices du projet sont, dans la mesure du possible, répartis parmi les populations cibles moyennant des méthodes de ventilation des données par sexe."
FIDA (1999a)

dans leur communauté. Elles ont montré qu'elles pouvaient être des emprunteuses et des épargnantes prudentes, et qu'elles pouvaient être des gestionnaires efficaces de l'infrastructure communautaire. Au niveau communautaire, les femmes – tantôt ensemble, tantôt avec les hommes – ont mobilisé des appuis en vue d'améliorations dans leur communauté. Paradoxalement, certaines des femmes rurales les plus pauvres deviennent des protagonistes d'autant plus dynamiques du changement que l'impact des inégalités traditionnelles entre les sexes se fait plus fortement sentir – même lorsqu'elles n'ont que de modestes possibilités d'améliorer leur sort et de participer aux processus de développement.

Le FIDA sait aussi par expérience que l'impact et l'efficacité d'un projet augmentent considérablement lorsque les besoins et les rôles différenciés des hommes et des femmes – aussi bien dans le domaine de la production que dans celui des tâches domestiques – sont expressément pris en compte au stade de la conception d'un projet et que des ressources sont prévues pour développer les aptitudes des femmes et leur permettre de participer – aux côtés des hommes – aux activités courantes du projet. Le Fonds a également compris qu'il était important de cibler les avantages et les services *directement* sur les femmes, même lorsqu'il était fait peu de place aux rôles socioéconomiques des femmes. Une telle optique permettra de dégager ce qu'un récent examen externe des opérations du FIDA appelle «les énergies souvent sous-estimées d'une plus grande égalité entre hommes et femmes»²¹.

L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LE CADRE STRATÉGIQUE DU FIDA

S'appuyant sur l'expérience du Fonds en ce qui concerne le travail avec les ruraux pauvres des deux sexes et pour donner au FIDA les moyens de contribuer à la réalisation des objectifs de développement de la Déclaration du Millénaire, le *Cadre stratégique du FIDA pour 2002-2006*²² considère *l'inégalité entre les sexes à la fois comme une cause profonde de la pauvreté et comme une expression de l'injustice sociale*. S'attaquer aux inégalités entre les sexes et renforcer les capacités des femmes sont considérés comme des conditions essentielles pour réduire la pauvreté et la faim partout dans le monde. Pour atteindre ces objectifs, cependant, il faut accroître sensiblement les efforts et les ressources et définir de nouvelles priorités. Dans la poursuite de ses objectifs stratégiques, le FIDA a une préoccupation primordiale: l'attention à accorder aux possibilités et aux problèmes spécifiques des femmes et des hommes, à leurs sources de vulnérabilité, et aux moyens de renforcer leur capacité de faire face aux aléas²³.

Le Cadre stratégique souligne également l'importance de l'autonomisation et du renforcement institutionnel considérés comme faisant partie intégrante de la réduction de la pauvreté. Le changement ne sera durable qu'à la condition que les ruraux pauvres des deux sexes acquièrent une plus grande capacité d'influencer les décisions – publiques et privées – qui concernent leur vie. Le Cadre rattache également l'autonomisation politique à l'autonomisation économique: les pauvres n'auront le pouvoir politique d'influencer le fonctionnement des mécanismes économiques en leur faveur que lorsqu'ils auront accès aux actifs financiers et productifs (marchés, ressources naturelles et technologie). Ces deux principes sont particulièrement importants pour les femmes, qui ont moins de poids que les hommes dans les affaires publiques, et aussi moins d'actifs et de possibilités de gain.

Les stratégies régionales du FIDA pour la réduction de la pauvreté rurale, définies conformément au Cadre stratégique s'attaquent aux problèmes de l'équité entre les

"La réduction de la pauvreté implique de donner aux femmes et aux hommes pauvres les moyens de transformer leur vie et leurs moyens de subsistance, ainsi qu'un appui des gouvernements et de la société civile à la création et au maintien des conditions qui leur sont nécessaires pour y parvenir."

FIDA (2002b)

"Avant que nous nous lancions dans la boulangerie nous n'étions au courant de rien. Nous faisons les corvées domestiques que nous continuons à faire et aidons aux travaux des champs avec les enfants. Maintenant nous avons notre argent propre et nos maris nous aident dans les travaux ménagers étant donné que nous travaillons tout comme eux."

Maria Luisa López, Pérou

sexes et de l'autonomisation des femmes à partir de différentes approches et de différents points d'entrée pour les différents contextes régionaux et sous-régionaux²⁴. De plus, le FIDA a mis au point un plan d'action pour la période 2003-2006 afin d'orienter ses efforts visant à intégrer les problèmes d'équité entre les sexes dans ses opérations²⁵.

LES APPROCHES DE L'AUTONOMISATION DES FEMMES

L'approche adoptée par le FIDA en ce qui concerne l'équité entre les sexes est double. Se fondant sur l'analyse des rôles et des besoins spécifiques des hommes et des femmes dans un contexte donné, certaines initiatives de développement sont conçues de manière à impliquer aussi bien les hommes que les femmes et à leur permettre de réaliser leur potentiel en tant qu'êtres humains et qu'agents économiques. Le nouveau plan d'action du FIDA a pour but de systématiser et d'élargir les efforts en cours dans cette voie.

D'autres initiatives comportent des mesures spécifiques visant à accroître les moyens d'action des femmes en leur offrant des possibilités de «rattrapage» et en leur donnant les moyens et la possibilité de participer au développement social et économique général. C'est ainsi que des interventions spécifiques visent les objectifs suivants:

- accroître l'accès des femmes au revenu et améliorer leur maîtrise des revenus grâce à une formation à l'entrepreneuriat et grâce à l'accès à la terre, au crédit et à des filières commerciales améliorées;
- renforcer les connaissances et les compétences des femmes grâce à des services de vulgarisation améliorés, à l'alphabétisation fonctionnelle et à la formation professionnelle;
- renforcer l'organisation des femmes et leur représentation dans les organes politiques en encourageant la formation de groupes (coopératives, alliances, associations) et en prévoyant un nombre de places réservées aux femmes dans les organes décisionnels; et
- répondre aux besoins pratiques des femmes grâce à des services de distribution d'eau, des services de santé et des services nutritionnels, et à l'adoption de mesures qui permettent d'économiser du temps de manière à aider les femmes à gérer plus efficacement des tâches exigeantes et difficilement compatibles.

"Maintenant les gens du village savent que j'ai une terre à mon nom et ont beaucoup de respect pour moi."
Lahani, Inde

Les objectifs fondamentaux consistent à donner aux femmes rurales pauvres la possibilité de poursuivre les objectifs de leur choix et d'accroître leur «pouvoir d'agir»²⁶ dans le ménage et la communauté et à des niveaux plus élevés. Plus précisément, les femmes devraient avoir la possibilité de négocier de nouvelles responsabilités et de nouvelles relations au sein du ménage, de participer à la prise de décisions au niveau de la communauté et d'assumer des fonctions de représentation politique à des niveaux supérieurs. Les actions de sensibilisation constituent une mesure d'accompagnement pour convaincre les femmes de leurs aptitudes et de leurs droits et permettre aux hommes et aux communautés locales de reconnaître et d'apprécier le potentiel des femmes et de s'engager avec les femmes en tant que partenaires dans le processus du changement. Les investissements dans l'«immatériel» – formation, conseil et négociation – et les investissements «matériels» dans les techniques permettant d'économiser de la main-d'œuvre deviennent de plus en plus des éléments intrinsèques des projets du FIDA.

RÉALISATIONS ET DÉFIS

Les investissements du FIDA ont eu un impact notable sur la promotion sociale et économique des femmes. Un examen récent de plus de 200 projets du FIDA a mis en lumière les succès remportés, les enseignements tirés et les problèmes rencontrés dans l'action en faveur de la promotion de l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes rurales pauvres²⁷. Des initiatives spéciales financées au moyen de dons et mises en œuvre dans chacune des cinq régions du FIDA ont contribué à améliorer l'efficacité du portefeuille de prêts du Fonds dans la manière de traiter les problèmes d'équité entre les sexes et d'autonomisation des femmes, et ont également permis au FIDA de mieux comprendre ce qui peut donner ou non des résultats satisfaisants²⁸.

Au cours des années, les projets appuyés par le FIDA ont permis aux femmes d'améliorer leur statut économique et leur base d'actifs, de renforcer leurs capacités organisationnelles et d'avoir plus de poids dans les affaires de leur communauté. Ils ont aussi aidé les femmes à améliorer leurs aptitudes grâce à l'éducation, à l'alphabétisation et à la formation; et à accroître leur bien-être grâce à un meilleur accès aux ressources en eau et à des technologies économes de main-d'œuvre. Les initiatives du FIDA en matière de microcrédit de groupe, outre qu'elles ont permis aux femmes d'accroître leurs revenus, ont aussi contribué à leur donner davantage confiance en elles-mêmes et à renforcer leurs capacités organisationnelles et leur statut social. Les projets qui ont donné les meilleurs résultats sont ceux où les activités visant à améliorer la condition économique des femmes et leurs aptitudes en matière d'organisation et de prise de décisions allaient de pair avec des investissements dans l'approvisionnement en eau, la santé et l'alphabétisation fonctionnelle. Ces investissements ont donné aux femmes le temps, l'énergie et le savoir-faire indispensables pour devenir des acteurs dynamiques sur la scène économique, sociale et politique. À partir du moment où les droits des femmes à la terre et aux ressources collectives ont été garantis, les résultats sont devenus plus durables. Les projets du FIDA ont également obtenu des succès encourageants en modifiant les relations entre hommes et femmes et en permettant aux femmes d'être perçues comme des acteurs du changement – même dans les situations les plus difficiles. *Néanmoins, renforcer l'impact au niveau local – et le mesurer plus efficacement – et assurer la durabilité sont des tâches importantes auxquelles le Fonds doit continuer à prêter attention.*

Par ailleurs, les projets du FIDA ont eu souvent un effet catalytique plus large en orientant les fonds publics vers certaines des zones et des catégories sociales les plus démunies, en renforçant les capacités organisationnelles au niveau local et en appuyant la décentralisation, en facilitant les partenariats entre institutions publiques et organisations de la société civile, en apprenant à déterminer collectivement les méthodes les plus aptes à promouvoir l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes, et en créant les conditions d'un dialogue de fond sur les sujets de préoccupation des femmes. *Le FIDA reconnaît qu'il faut renforcer cet effet catalytique pour accroître l'impact et la durabilité.*

Le FIDA est une petite organisation et ses investissements ne représentent qu'une faible proportion du total de l'aide au développement. Pour renforcer son engagement en faveur de l'autonomisation des femmes, en tant que facteur central de la croissance et de la réduction de la pauvreté, *le FIDA doit rechercher de nouveaux moyens d'utiliser plus efficacement ses ressources financières, humaines et institutionnelles.*

"Au début quand je voulais rassembler les femmes cela provoquait des conflits mais très vite les hommes ont réalisé que l'éducation et le savoir sont deux choses importantes qui peuvent changer la vie de leurs familles."

Sushila Yadav, Inde

"Lorsque les gens me voient dans mon uniforme de travail ils sont fiers de moi. J'éprouve de la satisfaction personnelle à être une source d'inspiration pour les autres filles qui pensent que cette profession est réservée aux hommes. Je suis devenue un modèle pour ces filles."

Amma, Ghana

"[Le projet] nous permet d'améliorer les revenus de nos familles et nos conditions de vie... La chose la plus importante est que nos enfants peuvent aller à l'école et que nous créons des conditions qui ne les forceront plus à aller chercher du travail en ville."

Sandra Hernández, Mexique

Il y a pour le FIDA un autre défi qui consiste à maintenir et renforcer le rôle central qu'il accorde à l'action de terrain, tout en considérant les projets comme des instruments destinés à générer un effet catalytique aux niveaux politique et institutionnel. De plus, le FIDA reconnaît la nécessité de s'engager dans la constitution de partenariats et de coalitions plus larges en travaillant avec d'autres pour s'attaquer à quelques-uns des problèmes qui perpétuent la pauvreté des femmes et leur statut d'inégalité. Étant donné l'ampleur des actions nécessaires pour obtenir des améliorations durables des moyens de subsistance des ruraux pauvres, des efforts plus efficaces et mieux coordonnés de tous les protagonistes du développement sont indispensables.

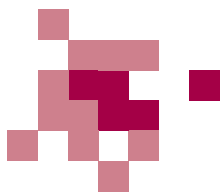
C'EST AUX FEMMES D'ÉTABLIR LE PROGRAMME DU CHANGEMENT

Comme indiqué dans le Cadre stratégique du FIDA, *le critère du succès, c'est en fin de compte que «les hommes et femmes pauvres améliorent les aspects de leur vie qui sont à leurs yeux les plus importants»*. Lorsqu'elles sont consultées au stade de la planification des initiatives de développement, les femmes rurales accordent une forte priorité aux besoins essentiels: services de santé, eau, éducation et infrastructure de base. Elles ont besoin de ces prestations pour améliorer le bien-être de leur famille – aujourd'hui et demain. Elles en ont aussi besoin pour elles-mêmes, parce que les conséquences du manque d'accès aux services et d'une forte morbidité imposent aux femmes une charge disproportionnée – qui est un lourd handicap pour leur budget temps et leur santé. Leur aptitude à aider leur ménage et leur communauté s'en ressent. Les femmes ont de plus hautes aspirations pour leurs filles que pour elles-mêmes. Elles voudraient que soient épargnées à leurs filles les besognes harassantes de la vie rurale, et qu'elles aient une meilleure instruction.

Mais pour les pauvres, la perception de la pauvreté en tant que privation matérielle et économique est inextricablement liée à d'autres dimensions – impuissance, marginalisation et insécurité. *Quand on demande à des femmes pauvres ce qu'elles veulent pour elles-mêmes, elles parlent d'indépendance économique, d'accès à la propriété, de savoir, de respect et de la possibilité de faire entendre leur voix dans les affaires du ménage et de la communauté et dans la prise de décisions au niveau politique.* Leurs besoins sont à la fois stratégiques (en ce sens qu'ils nécessitent des changements dans les relations entre les sexes) et pratiques. Leur idée du bien-être et de la mobilité sociale implique la possibilité d'accéder à la sécurité économique et sociale et d'être reconnues et respectées. Il importe que le FIDA s'efforce, dans toute la mesure possible, de travailler dans le contexte de programmes définis par les femmes rurales elles-mêmes.

**"La terre est notre mère.
Et ce sont les femmes qui
travaillent la plupart du
temps dans les champs.
C'est pour cela que la
terre devrait être inscrite
en premier lieu au nom
des femmes."**

Sahani, Inde



S'ATTAQUER AUX PROBLÈMES CRITIQUES

Parmi les nombreux problèmes auxquels sont confrontées les femmes rurales pauvres, il y a trois questions majeures et interdépendantes auxquelles des solutions doivent être apportées pour que de réels progrès soient possibles en ce qui concerne l'autonomisation de ces femmes et l'amélioration de leur bien-être:

- Comment accroître l'accès des femmes à des actifs essentiels tels que la terre, l'eau, les ressources forestières et le capital, ainsi que leur maîtrise de ces actifs et leurs possibilités d'en bénéficier?
- Comment permettre aux femmes d'avoir davantage d'influence dans les affaires de la communauté et à des niveaux politiques plus élevés?
- Comment accroître l'accès des femmes aux équipements et services ruraux de base, en particulier à l'eau, à la santé et à l'éducation, et leurs possibilités d'en bénéficier?

On trouvera dans les paragraphes qui suivent une synthèse de l'expérience du FIDA dans ces domaines. L'accent est mis aussi bien sur les réussites que sur quelques-unes des difficultés rencontrées²⁹.

ACCROÎTRE L'ACCÈS DES FEMMES AUX ACTIFS PRODUCTIFS, LEUR MAÎTRISE DE CES ACTIFS ET LEURS POSSIBILITÉS D'EN BÉNÉFICIER

La propriété et la maîtrise des actifs essentiels – terre, eau, capital, savoir et technologies – donnent aux femmes davantage confiance en elles-mêmes et davantage de possibilités d'influer sur les décisions qui concernent leur vie. Elles les placent aussi dans une position plus favorable pour exercer leurs rôles économiques essentiels dans des sociétés rurales en mutation rapide confrontées à un environnement de plus en plus dégradé, à des taux croissants de migration masculine et, par voie de conséquence, à une vulnérabilité accrue aux chocs commerciaux. L'amélioration des droits des femmes à la propriété foncière a été reconnue comme une nécessité prioritaire dans une résolution de l'ONU sur l'amélioration de la situation des femmes en zones rurales³⁰. Cette résolution repose sur la reconnaissance de l'égale valeur de la contribution des hommes et des femmes à la subsistance du ménage. Dans certaines sociétés, le droit des femmes à la propriété foncière et leur capacité de gain autonome peuvent être considérés comme une remise en question de l'aptitude des hommes à protéger les membres féminins de leur ménage et à pourvoir à leurs besoins. *Le droit des femmes sur les ressources productives n'est donc pas seulement un problème juridique ou de politique économique; ce qui est en jeu, c'est essentiellement la transformation sociale des relations entre les sexes et des institutions sociales.*

Les programmes de microfinancement ont permis à de nombreuses femmes – mais pas toujours aux plus pauvres – d'avoir accès au capital. Ils leur ont aussi permis de

"Sans terre vous n'êtes personne. Et quand vous mourrez il vous faut un bout de terre pour pouvoir être enterré chez vous."

Une vieille paysanne, Kenya.
Verma (2001)

"L'épouse ne peut pas planter d'arbres sur la concession et déclarer "ce sont mes arbres". L'épouse ne peut pas planter d'euphorbe et dire "c'est la haie sur mon champ..."

Une vieille paysanne, Kenya.
Verma (2001)

"Grâce aux groupes d'entraide nous avons appris comment obtenir du crédit, comment épargner et emprunter de l'argent. Avant nous nous adressions au propriétaire pour des prêts. Maintenant nous pouvons nous débrouiller par nous-mêmes."

Anonyme, Inde

sécuriser leur épargne – priorité essentielle pour les femmes rurales pauvres. La souplesse dans l'offre de services financiers, l'adaptation de ces services aux besoins des femmes et l'utilisation des institutions informelles existantes ont été des facteurs critiques du succès. Néanmoins, le passage au secteur bancaire formel reste un problème: la base d'actifs limitée dont disposent les femmes rurales et la nécessité de combiner des rôles multiples contribuent à perpétuer leurs faibles niveaux de productivité. Cependant, l'expérience du FIDA le montre, le microfinancement a plus qu'un impact strictement financier: il a permis aux femmes de jouer un rôle économique plus important aux niveaux du ménage et du village et, du même coup, d'améliorer leur statut social dans la communauté. La participation à des associations d'épargne et de crédit a donné aux femmes davantage confiance en elles-mêmes, et leur a permis d'accroître leurs connaissances et leurs capacités organisationnelles dans tous les secteurs d'activité.

"Nous ne voulons pas un stage bref sur la fabrication des confitures. Nous voulons avoir accès aux prêts pour gagner de l'argent."

Une femme à un centre de services commerciaux de Gaza

Le FIDA a constaté que lorsque les droits des femmes aux *actifs productifs et aux services sont garantis*, les résultats sont plus durables et la sécurité alimentaire des ménages tend à se renforcer. Pour les femmes, avoir accès à la terre présente un intérêt qui va au-delà des avantages immédiats que l'on peut en attendre du point de vue économique et pour la sécurité alimentaire. Même *un petit lopin de terre peut apporter sécurité et prestige, et renforcer le pouvoir des femmes au niveau de la famille et de la communauté.*

Une autre leçon importante, c'est que la *reconnaissance du droit des femmes aux ressources productives ne signifie pas automatiquement que les femmes conserveront ce droit.* Dans certaines sociétés, les femmes renoncent à leurs droits successoraux légitimes d'une part au nom de la tradition et de la coutume sociale, et d'autre part en contrepartie de la sécurité et de l'aide qu'elles attendent de leur famille élargie. Dans les projets qui s'attaquent au problème de l'accès aux ressources naturelles productives – terre, eau et forêts – et du mode de faire-valoir de ces ressources, le FIDA a souvent conduit des négociations afin d'obtenir que des titres de propriété soient délivrés conjointement à l'époux et à l'épouse, de manière à protéger les droits des femmes.

Au demeurant, l'expérience du FIDA montre que *l'accès des femmes aux ressources productives n'a pas été nécessairement équitable ou durable.* Souvent, lorsqu'une terre est attribuée à des femmes, les parcelles sont trop exiguës, de qualité médiocre et difficiles d'accès³¹. Les femmes ont beau travailler dur, les rendements sont faibles. Il est difficile à la fois d'obtenir et de garantir durablement l'accès des femmes à des terres de haute valeur, par exemple à des parcelles irriguées. Les projets ont souvent obtenu l'attribution de terres irriguées à des femmes, en particulier à des femmes chefs de ménage. Ils ont encouragé la délivrance de titres de propriété communs et l'adhésion des femmes aux associations d'irrigants. Cependant, il est souvent arrivé par la suite que les femmes perdent leurs droits ou y renoncent. En général, les hommes continuent de jouer un rôle dominant en ce qui concerne la maîtrise des plus gros investissements et des investissements dans de nouveaux secteurs.

Néanmoins, *l'accès aux ressources productives n'est pas en lui-même suffisant.* Des efforts spéciaux sont indispensables pour que les femmes puissent utiliser leurs actifs de manière productive. Au niveau des projets, l'impact a été le plus fort lorsque l'accès des femmes aux ressources productives a été amélioré et accompagné d'actions de formation soigneusement ciblées, adaptées aux besoins des femmes et à leurs rôles clés dans la production: services de vulgarisation appropriés, information commerciale et formation de groupes.

"La terre ce n'est pas une affaire de femmes. Depuis la mort de mon père c'est mon frère qui s'occupe des champs. Je ne connais rien à ces choses."

M. Hawa, Mauritanie

"La terre offre une occasion de changer sa vie. C'est le moyen d'avoir accès à d'autres ressources telles que l'eau, les semences, de nouvelles technologies et des prêts bancaires."

Anonyme, Inde

PERMETTRE AUX FEMMES D'AVOIR PLUS D'INFLUENCE DANS LES AFFAIRES DE LA COMMUNAUTÉ ET À DES NIVEAUX POLITIQUES PLUS ÉLEVÉS

La communauté du développement est largement d'accord pour reconnaître que la participation des femmes dans des institutions rurales et à la prise de décisions est une condition indispensable non seulement pour améliorer leur situation, mais aussi pour promouvoir des processus de développement plus efficaces et plus durables³². La participation permettra aux femmes à la fois d'influencer les décisions qui concernent leur vie et de réaliser leur potentiel en tant qu'acteurs du changement, en mettant leur savoir-faire et leur détermination au service de la communauté et au-delà. La participation accrue des femmes à la vie publique est l'un des objectifs de développement de la Déclaration du Millénaire et sera évaluée en fonction de la proportion de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux. Les tendances positives à la démocratisation et à la décentralisation, ainsi que l'application effective des conventions internationales en faveur des droits des femmes, sont autant d'éléments qui plaident pour le renforcement de la représentation politique des femmes aux organes de décision régionaux et nationaux au-delà des limites de leur propre communauté.

Néanmoins, *la participation des femmes à la prise de décisions sur les affaires publiques reste insuffisante, de même que n'est pas suffisamment reconnue – aux niveaux communautaire et national – la nécessité de donner directement aux femmes les moyens d'exercer leurs droits civils et politiques.* Cette faible participation est due au manque de temps et de mobilité des femmes, à leur faible niveau d'éducation et d'alphabétisation, ainsi qu'à leur manque de confiance en soi. Les normes socioculturelles et les stéréotypes quant aux rôles respectifs des sexes contribuent également à limiter la visibilité des femmes dans la vie publique, en particulier dans les sociétés qui accordent une grande importance à des concepts culturellement déterminés tels que l'«attitude réservée» des femmes. Dans la vie politique, les styles de commandement masculin et les concepts masculins de pouvoir et d'autorité sont généralement les plus appréciés et sont un élément déterminant qui façonne la culture des institutions politiques tant formelles qu'informelles³³. L'exclusion des femmes des processus de prise de décisions perpétue leur manque d'influence sur les décisions qui concernent leur propre vie et celle de leur famille, ce qui les place dans une position encore plus défavorable pour surmonter leur pauvreté et leur vulnérabilité.

Dans les projets du FIDA, *les groupes et les organisations de femmes se sont montrés très efficaces en donnant aux femmes la possibilité d'exercer une influence et un pouvoir collectifs.* Dans les groupes d'autoassistance, les associations d'épargne et de crédit et les coopératives de production, les femmes peuvent s'organiser autour de problèmes qui concernent leurs moyens de subsistance. Ces groupes permettent aux femmes de réaliser des améliorations pratiques dans leur ménage et leur communauté, de bénéficier de la solidarité d'autres membres, d'acquérir des savoir-faire importants et de prendre confiance dans leur propre potentiel de changement. Ce qui ressort de comparaisons entre des groupes de femmes et d'hommes, c'est que les groupes de femmes sont généralement les organisations communautaires les plus performantes. Une formation appropriée aux rôles d'animatrice et de gestionnaire a permis d'améliorer sensiblement l'efficacité et la durabilité des groupes, même après l'achèvement des projets. De nombreux projets du FIDA ont montré que les organisations non gouvernementales étaient des alliés résolus à renforcer le rôle des femmes à la tête de leur communauté et leur participation politique. Cependant, l'expérience a mis en lumière la

"Avant j'avais toujours peur d'être battue par ma belle-mère et mon mari. Maintenant que je fais partie d'un groupe je ne suis plus inquiète. Ensemble les femmes sont fortes et peuvent affronter l'adversité."

Une jeune femme membre d'un groupe dans un village du Tamil Nadu, Inde

"Il nous fallait marcher longtemps pour rencontrer d'autres femmes et échanger des informations. Maintenant nous avons des réunions régulières... et avons notre mot à dire dans les décisions villageoises."

Femme participant au projet de soutien financé par le FIDA dans la zone de Dir, Pakistan

"Avant tout le monde
pouvait se faire soigner,
tandis que maintenant on
prie Dieu de ne pas
tomber malade parce qu'il
faut payer partout."

Membre d'un groupe de
discussion en Bosnie
Herzégovine.
Narayan et al. (2000)

nécessité de *faire en sorte que les partenariats avec des organisations de la société civile aident à traiter les problèmes des droits des femmes sous tous leurs aspects et contribuent à renforcer l'autonomie des groupes de femmes et des organisations communautaires.*

La discrimination positive, par exemple le fait de réserver aux femmes un certain nombre de sièges dans les organes publics de décision, peut être une condition nécessaire mais pas suffisante pour accroître leur participation. D'après l'expérience du FIDA, des négociations avec les communautés aboutissant à un niveau convenu de représentation des femmes dans les comités et l'établissement de quotas dans les organes politiques locaux (les conseils de village par exemple) ont parfois permis de renforcer la *présence* des femmes dans ces structures. Cependant, avant que les femmes rurales puissent participer activement aux travaux de ces organismes – ou même jouer un rôle dirigeant – il faudra beaucoup de temps et d'efforts. Il y a des exemples qui montrent que la participation active des femmes a permis de renforcer leur représentation politique dans l'administration locale³⁴. Le processus peut être accéléré, par exemple au moyen de campagnes d'alphabétisation dans les zones où les taux d'alphabétisation sont faibles. Un soutien est également indispensable de la part des maris, d'autres membres de la famille et des dirigeants locaux, et il faut leur faire comprendre combien il est important d'associer les femmes à ce type d'activité.

Les problèmes de durabilité font qu'il est difficile de reproduire sur une plus grande échelle les succès obtenus dans la promotion de la participation des femmes aux affaires communautaires. *Il s'agit de faire en sorte que les efforts déployés pour renforcer les groupes de femmes se traduisent par des institutions locales durables et viables à même de représenter les intérêts évolutifs des femmes et de s'appuyer sur un environnement local propice.* À partir du moment où les organisations locales représentant les groupes de femmes ont une cohésion, une audience et une expérience suffisantes, leur influence extracommunautaire, voire leur influence politique, peut être encouragée par la formation d'alliances entre groupes et de structures hiérarchiques. Pour obtenir ce résultat, des efforts soutenus allant au-delà de la durée de vie normale d'un projet de développement typique sont souvent nécessaires, ainsi que l'engagement d'autres partenaires en faveur des mouvements féminins naissants et un environnement général qui aide les femmes à s'organiser et à s'exprimer.

AMÉLIORER L'ACCÈS AUX ÉQUIPEMENTS ET SERVICES RURAUX

Le récent rapport de la Banque mondiale, intitulé «Engendering Development»³⁵ constate qu'un faible niveau d'investissement dans l'éducation des filles entraîne une baisse de la production globale d'un pays. De plus, l'illettrisme des mères constitue un handicap pour leurs enfants et a pour conséquence des soins médiocres dispensés aux enfants, des taux de mortalité infantile et juvénile plus élevés et la malnutrition. *L'accès des femmes aux services sociaux et aux équipements de base est au centre de la lutte contre la pauvreté rurale.* Son importance est implicitement reconnue dans les objectifs de développement du Millénaire, notamment en ce qui concerne l'amélioration de l'accès à l'éducation, aux soins de santé et à de meilleures sources d'eau. Il s'agit également là d'un facteur critique pour le développement durable, comme le Sommet mondial du développement durable l'a clairement montré³⁶.

Le FIDA a compris depuis longtemps que tout changement dans les niveaux de productivité et dans l'aptitude des communautés locales à s'organiser et à tirer parti de nouvelles possibilités d'activités rémunératrices a pour condition l'accès aux services de

Ce puits dans le village a
changé nos vies. Avant je
partais à l'aube pour
chercher de l'eau parce
qu'il me fallait faire
quatre kilomètres à pied
pour atteindre le point le
plus proche."

Béatrice, République-Unie de
Tanzanie

base. Indispensables pour le bien-être des hommes et des femmes, ces services permettent également aux pauvres, et plus particulièrement aux femmes, d'avoir le temps, l'énergie et les compétences nécessaires pour participer aux principales activités de développement économique et faire entendre leur voix dans les affaires communautaires et la prise de décisions sur les affaires publiques. Si le manque de services et d'équipements de base est un lourd handicap pour tous les ruraux, son impact négatif est plus durement ressenti par les femmes et les filles auxquelles il incombe d'aller chercher l'eau et le bois de feu et dont le temps disponible est déjà limité en raison du double fardeau des tâches ménagères et des travaux productifs.

Le FIDA a donc choisi *d'investir dans les routes rurales, l'eau potable, l'assainissement, les écoles, les cours d'alphabétisation et les centres communautaires*, afin d'aider à rapprocher ces services essentiels des communautés et d'en rendre le coût plus abordable. Dans le même temps, ces investissements d'infrastructure ont un effet catalytique, car ils aident la communauté à s'organiser autour de biens publics appréciés de la collectivité. En fait, de nombreuses communautés locales font leurs premiers pas sur la voie de l'organisation et de l'autonomie en constituant des comités villageois de développement afin de mobiliser les ressources locales pour la fourniture de services sociaux.

Le Fonds sait aussi par expérience qu'il *ne suffit pas d'affirmer que des investissements dans les services sociaux bénéficieront automatiquement aux femmes*. Dans bien des cas, cela s'est révélé faux. *Les équipements de base doivent être conçus avec la participation des femmes et en tenant compte de leurs besoins*. Il faut pour cela modifier la conception et le mode de fonctionnement des services afin de permettre aux femmes d'économiser davantage de temps et d'énergie (par exemple, en assurant une conception ergodynamique appropriée des poignées de pompes ou en prévoyant des bacs de lavage ou des abreuvoirs pour le bétail, le cas échéant). Il peut être également nécessaire de prévoir des investissements complémentaires (par exemple des citernes fermées afin de limiter la contamination de l'eau potable) et d'accorder davantage d'attention au fonctionnement et à l'entretien des infrastructures afin d'en prolonger la durée de vie. Lorsque les femmes ont été associées à la planification des infrastructures et qu'elles ont joué un rôle dans leur maintenance, elles ont montré qu'elles pouvaient être des gestionnaires efficaces des biens publics.

Le Consensus de Monterrey reconnaît l'importance critique d'investissements dans *l'infrastructure économique et sociale de base, les services sociaux et la protection sociale, y compris dans les programmes d'éducation, de santé, de nutrition, de logement et de protection sociale, qui jouent un rôle crucial en donnant aux gens, plus particulièrement à ceux qui vivent dans la pauvreté, les moyens de mieux s'adapter à des conditions et à des opportunités économiques en continuelle évolution et d'en tirer parti*³⁷. Force est pourtant de constater que les flux actuels d'investissements destinés aux services sociaux, qu'ils émanent de donateurs ou de sources nationales, ne permettront pas de réaliser les objectifs de développement du Millénaire, ce qui est de plus en plus préoccupant. Ni l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés ni les stratégies de lutte contre la pauvreté ne tiennent suffisamment compte de la contribution à la lutte contre la pauvreté que pourraient apporter des investissements dans le secteur social axés sur les besoins des femmes³⁸. Des efforts accrus et mieux coordonnés de la part des organismes publics et des donateurs seront indispensables pour assurer des investissements adéquats en zone rurale. La mobilisation des ruraux pauvres et de leurs organisations, la recherche de modalités de financement alternatives pour le secteur des

"Mon problème est maintenant comment élever mes enfants... C'est difficile de les nourrir, les habiller et les accompagner à l'école. Ça me préoccupe tellement."

Une paysanne et mère chef de famille au Kenya. Verma (2001)

"Maintenant nous (les membres du groupe) pouvons contribuer aux dépenses du foyer. Mon mari me voit désormais autrement et m'aide même à faire les corvées domestiques."

Ofelia, Mexique

services sociaux, et une action soutenue de plaider aux plus hauts niveaux seront des facteurs cruciaux pour assurer que les services et les équipements destinés aux populations rurales soient une des premières priorités de l'ordre du jour du développement.

"Je ne comprends pas cette histoire d'égalité des sexes mais je suis d'accord sur le fait que les hommes devraient aider les femmes pour les tâches ménagères tout comme les femmes nous aident aux champs. Les femmes en plus disent tout haut ce qu'elles pensent et travaillent plus dur que nous parce qu'entre la maison et les champs elles ont un double emploi. Elles se lèvent à 5 heures du matin et même plus tôt pour broyer le maïs et préparer des tortillas pour le reste de la famille."

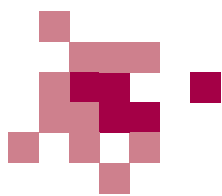
Carlos Santiago Sánchez,
El Salvador

UNE CONDITION ESSENTIELLE: OBTENIR L'APPUI DES HOMMES POUR L'AUTONOMISATION DES FEMMES

L'expérience a montré que lorsque la résistance culturelle est forte et que les sociétés sont hiérarchisées, il est indispensable de constituer un solide système de soutien en faveur du changement social et institutionnel. Elle a aussi montré que *les hommes peuvent devenir de puissants alliés en faveur des nouveaux rôles socioéconomiques des femmes lorsque les avantages globaux du changement social apparaissent clairement*. Il est également d'une importance cruciale de s'assurer le concours des dirigeants communautaires et religieux traditionnels pour consolider et appuyer les changements d'attitude.

Les effets positifs de relations plus équitables entre les hommes et les femmes sont multiples (notamment en modifiant les comportements qui exposent les deux sexes au risque du VIH/sida). Cependant, corriger les asymétries entre les sexes dans l'équilibre des pouvoirs, au niveau du ménage comme de la communauté, est un processus de longue haleine qui se heurte souvent à des résistances culturelles. Comme il a été constaté lors du récent examen externe des opérations du FIDA, il y a des différences notables dans le degré d'acceptabilité des conseils du FIDA relatifs à l'intégration des femmes, et ces différences sont liées à des facteurs administratifs et culturels locaux³⁹. Bien souvent, *le premier changement sur la voie de l'autonomisation se produit au niveau du ménage, et le second au niveau de la communauté*. Il est plus facile pour les femmes d'assumer un rôle dirigeant dans la communauté quand elles peuvent compter sur le soutien de leur mari.

L'expérience a aussi montré que la formation de groupes et la mobilisation des femmes doivent aller de pair avec des actions de sensibilisation parmi la population masculine. *La réalisation de l'égalité entre les sexes n'est pas la responsabilité exclusive des femmes marginalisées*: les hommes et les dirigeants politiques (des deux sexes) doivent se faire les champions de l'égalité et de l'autonomisation des femmes.



CONCLUSION

Ce qui ressort de l'expérience du FIDA et de celle de la communauté du développement, c'est que l'autonomisation économique et la mobilisation des femmes rurales pauvres sont des facteurs critiques pour la réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire et pour la promotion d'un développement rural durable. De même, des améliorations dans le bien-être des femmes et leur niveau de savoir ont un impact immédiat et durable sur l'ensemble du ménage et des avantages qui profitent à la génération suivante. Bien que les corrélations entre l'amélioration des aptitudes et du bien-être des femmes et la réduction de la pauvreté soient largement reconnues, les inégalités entre les sexes et le niveau de non-respect des droits des femmes restent excessivement élevés dans le monde en développement. L'accès des ruraux pauvres aux équipements et aux services essentiels, y compris à l'éducation, est encore très insuffisant.

Le fossé entre ce qui existe aujourd'hui et les objectifs définis par la Déclaration du Millénaire est très profond. Les gouvernements, les donateurs et la société civile devront accroître considérablement et mieux cibler les investissements, et coordonner plus efficacement les efforts pour permettre aux femmes d'améliorer leur accès aux ressources productives et aux services essentiels et d'accroître leur rôle dans la prise de décisions sur les affaires publiques. De leur côté, les femmes rurales (et leurs organisations) devront apprendre à mieux se mobiliser et à défendre – au niveau du village, de la province et de l'État – leurs propres droits et ceux de leur famille. Obtenir l'appui des hommes et des dirigeants politiques sera également d'une importance critique. Si ces conditions devenaient réalité, l'impact global sur la réduction de la pauvreté partout dans le monde serait immense, ce qui rendrait plus proche la réalisation des objectifs de développement du Millénaire.

"Au début, je ne savais pas trop comment ça serait mais maintenant on est devenu comme une grande famille. On se parle et on s'aide mutuellement."

Membre d'un club de femmes à Jéricho.

NOTES DE FIN DE DOCUMENT

Note. Quelques-unes des citations figurant dans le document sont les paroles de ruraux des deux sexes, telles qu'elles ont été enregistrées dans des communications personnelles émanant de fonctionnaires du FIDA. Cependant, la plupart sont tirées des documents suivants: FIDA, 2001a, b et c; Narayan et al., 2000; Coalition populaire pour éliminer la faim et la pauvreté, 2001a et b, et Verma, 2001.

- 1 Adopté en septembre 2000 au Sommet du Millénaire.
- 2 Taux de scolarisation des filles par rapport aux garçons dans l'enseignement primaire, secondaire et tertiaire; taux d'alphabétisation des femmes par rapport aux hommes dans le groupe des 15-24 ans; proportion de femmes dans l'emploi salarié dans le secteur non agricole; et proportion de sièges occupés par des femmes dans le parlement national.
- 3 FAO, 2002a.
- 4 FAO, 2002b.
- 5 Ibid.
- 6 PNUD, 1995.
- 7 Asian Legal Resource Center, 2001.
- 8 Banque mondiale, 2001.
- 9 Bridge, septembre 2002.
- 10 Les liens entre la nutrition infantile et l'éducation et le statut des femmes ont fait l'objet d'études approfondies (voir, par exemple, Smith et Haddad (1999a et b); et Ramalingaswami et al. (1996)). De même, des études effectuées par l'International Food Policy Research Institute au Bangladesh, en Éthiopie, en Indonésie et en Afrique du Sud montrent que lorsque les femmes ont la maîtrise des actifs, les dépenses consacrées à l'éducation des enfants augmentent et le taux de morbidité des filles diminue (Quisumbing et Maluccio, 2000). Quisumbing et Maluccio ont constaté que l'amélioration de l'éducation des femmes et l'accroissement de leur contribution à l'agriculture par rapport à celle des agriculteurs masculins en Afrique subsaharienne pouvaient accroître les rendements dans des proportions atteignant 22%. La forte corrélation entre le statut inférieur des femmes et la malnutrition parmi les enfants de moins de 5 ans est également démontrée par des recherches et l'expérience des projets du FIDA au Népal. Au Népal, la prévalence des retards de croissance est liée à l'analphabétisme des femmes, à la violence contre les femmes et à la fréquence limitée des séances d'allaitement journalières. La fréquence de l'allaitement dépend, à son tour, de la quantité de nourriture disponible dans le ménage et du temps que les femmes peuvent consacrer aux soins aux enfants. Il a été également constaté que la prévalence des retards de croissance est plus faible dans les zones montagneuses qui sont des zones d'intervention du projet du FIDA pour le crédit à la production en faveur des femmes rurales que dans les zones extérieures aux projets, et que les taux d'émaciation sont plus faibles dans toutes les zones concernées par des projets du FIDA.
- 11 Banque mondiale, 2001.
- 12 Murphy, 1997.
- 13 Saito et al., 1994; Banque mondiale, 2001.
- 14 Banque mondiale, 2001.
- 15 Organisation des Nations Unies, 2002a. de l'auteur.
- 16 Organisation des Nations Unies, 2002b. Résolution 2.
- 17 Banque mondiale, 2001.
- 18 Voir, par exemple, Milanovic (1998).
- 19 Voir, par exemple, FIDA (1998b), document établi à l'occasion du 20e anniversaire du FIDA.
- 20 FIDA, 1992, 1999b et 2001d; FIDA, 1998a (Introduction: paragraphe 5, annexe: paragraphes 1, 4, 12, 13, 14, 18).
- 21 FIDA, 2002a.
- 22 FIDA, 2002b.
- 23 Ibid.
- 24 FIDA, 2001d; voir aussi <http://www.ifad.org/gender/approach/gender/index.htm>; <http://www.procasur.org>; et le site Internet du réseau régional du FIDA en Asie, ENRAP, <http://www.enrap.org>.
- 25 FIDA, à paraître.
- 26 «Agency» (ici traduit par pouvoir d'agir) est le terme employé dans la terminologie récente du développement pour désigner «la possibilité de définir ces objectifs et d'agir en conséquence». Le pouvoir d'agir est une notion plus large que l'action directement observable; il englobe la signification, la motivation et la finalité que les individus attribuent à leurs actions, leur conviction d'avoir la possibilité d'agir ou le sentiment du pouvoir. (voir Kabeer, 1999).

- 27 FIDA, 2000, 2001c et e.
- 28 Voir <http://www.ifad.org/gender>.
- 29 Les informations relatives aux projets sont tirées de l'expérience personnelle des fonctionnaires du FIDA, et de rapports et études qui peuvent être consultés sur la page «gender» du site Internet du FIDA (<http://www.ifad.org/gender>).
- 30 Organisation des Nations Unies, 2001. La résolution 56/129 reconnaît la nécessité de formuler les lois, et de réviser la législation existante, de manière à assurer que, lorsque existe un régime de propriété foncière privée, les femmes rurales se voient accorder, sans restriction aucune et dans des conditions de pleine égalité, le droit de posséder des biens fonciers, et de manière à permettre des réformes administratives et autres mesures qui donnent aux femmes le même droit que les hommes au crédit, au capital et aux technologies appropriées, ainsi que l'accès aux marchés et à l'information.
- 31 FIDA, 2001c.
- 32 D'après l'ONU (1999), la pleine participation des femmes, dans des conditions d'égalité, aux institutions rurales et à la prise de décisions, et des mesures spécifiques visant à améliorer le statut des femmes restent des facteurs critiques pour toute stratégie ayant pour objectif l'amélioration de la situation des femmes rurales.
- 33 Kaufman, 1997.
- 34 Au Pakistan, en apportant la preuve de l'intérêt d'une plus grande participation des femmes à la vie publique, l'exemple établi par les projets appuyés par le FIDA a encouragé des administrations locales à réserver aux femmes 33% des sièges du conseil local.
- 35 Banque mondiale, 2001.
- 36 Voir http://www.Johannesburgsummit.org/html/documents/summit_docs/2009_keyoutcome.
- 37 Organisation des Nations Unies, 2002a, article 16, p. 4.
- 38 Fonds monétaire international (FMI) et Banque mondiale, 1999.
- 39 FIDA, 2002a.

RÉFÉRENCES

- Asian Legal Resource Centre (2001). *Lack of legal and Institutional remedies for Violence Against Women in Asia*, communication écrite du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Disponible sur: <http://www.ahrchk.net/hrsolid/mainfile.php/2001vol11no3/40/>.
- Banque mondiale (2001). *Engendering Development: Through Gender Equality in Rights, Resources, and Voice*. Washington, D.C.: Banque mondiale.
- BRIDGE. Bridge Bulletin, numéro 11, septembre 2002, *Genre et VIH-SIDA*.
- Coalition populaire pour éliminer la faim et la pauvreté (2001a). Women's Resource Access Programme. "Women's Access to Land and Other Natural Resources in India". Dans *Voices from the Field*. Rome: Coalition populaire pour éliminer la faim et la pauvreté. Disponible sur <http://www.ifad.org/popularcoalition/>.
- Coalition populaire pour éliminer la faim et la pauvreté (2001b). Women's Resource Access Programme. "Women's Access to Land and other Natural Resources in Nepal". Dans *Voices from the Field*. Rome: Coalition populaire pour éliminer la faim et la pauvreté.
- Fonds international de développement agricole (FIDA) (1992). "Stratégies du FIDA pour la promotion économique des femmes rurales pauvres". GC 15/L.5. Rome: FIDA.
- (1998a). *Principes et critères du FIDA en matière de prêts*. Rome: FIDA.
- (1998b). *Les femmes rurales dans les projets du FIDA – Élément clé dans la réduction de la pauvreté*. Rome: FIDA. Disponible sur http://www.ifad.org/gender/approach/gender/rural_pub.htm.
- (1999a). *Conditions générales du FIDA applicables au financement du développement agricole*. Rome: FIDA. Disponible sur <http://intranet/anniversary/pub/basic/general/e/gencone.pdf>.
- (1999b). "Sécurité alimentaire des ménages et rôle des hommes et des femmes: Aide-Mémoire pour la conception des programmes et des projets". Bulletin du Président (99/06). Rome: FIDA.
- (2000). *Un tour d'horizon sur la problématique hommes/femmes – Aperçu de la pauvreté rurale – Le point sur les questions liées à la problématique hommes-femmes dans les projets bénéficiant de l'appui du FIDA*. Rome: FIDA. Disponible sur <http://www.ifad.org/gender/progress/index.htm>.
- (2001a). *Tales of the 21st Century: Mexico and Peru*. Rome: FIDA. Disponible sur http://www.ifad.org/pub/other/me_pe.pdf.
- (2001b). Rapport 2001 sur la pauvreté rurale. Rome: FIDA.
- (2001c). *Gender Mainstreaming: IFAD's Experience in the Asia and the Pacific Region and Lessons Learned*. Rome: FIDA. Disponible sur <http://www.ifad.org/gender/progress/pi/index.htm>.
- (2001d). Exposés de stratégie régionale. Rome: FIDA. Disponibles sur www.ifad.org/sf/strategy.htm.
- (2001e). *Gender Mainstreaming in IFAD Supported-Projects in West and Central Africa*. Rome: FIDA. Disponible sur <http://www.ifad.org/gender/progress/index.htm>.
- (2002a). *Examen externe des résultats et de l'impact des opérations du FIDA*. Établi par l'équipe chargée de l'examen externe. Rome: FIDA. Disponible sur <http://www.ifad.org/gbdocs/repl/3/e/REPL-VI-3-R-2.pdf> ou <http://www.ifad.org/pub/index.htm#external>.
- (2002b). *Cœurer pour que les ruraux pauvres se libèrent de la pauvreté: Cadre stratégique du FIDA 2002-2006*. Rome: FIDA. Disponible sur <http://www.ifad.org/sf/index.htm>.

- (à paraître). *Mainstreaming a Gender Perspective into IFAD's Operations – Plan of Action 2003-2006*. Rome: FIDA.
- Fonds monétaire international (FMI) et Banque mondiale (1999). “HIPC Initiative – A Progress Report”. Washington, D.C.: FMI et Banque mondiale. Disponible sur www.imf.org/external/np/hipc/prog3/092299.htm.
- Kabeer, N. (1999). “Resources, Agency, Achievements: Reflections on the Measurement of Women’s Empowerment”. Dans *Development and Change*. Vol. 30, p. 435-464. Oxford: Blackwell Publishers.
- Kaufman, M. (1997). “Differential Participation: Men, Women and Popular Power”. Dans M. Kaufman - H. Dilla, *Community Power and Grassroots Democracy: The Transformation of Social Life*. Londres: Zed Books.
- Milanovic, B. (1998). *Income, Inequality, and Poverty during the Transition from Planned to Market Economy*. Washington, D.C.: Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)/Banque mondiale.
- Murphy, J.L. (1997). *Gender Mainstreaming in World Bank Lending: An Update*. Washington, D.C.: Banque mondiale.
- Narayan, D, Chambers, R., Shah, M.K. et Patesch, P. (2000). *Voices of the Poor – Crying out for Change*. Washington, D.C.: Banque mondiale. Oxford University Press.
- Nations Unies (1999). Assemblée générale, Conseil économique et social. “Rapport du Secrétaire général sur l’amélioration de la condition de la femme dans les zones rurales”. A/54/123. 7 juin. New York: Nations Unies. Disponible sur <http://www.un.org/womenwatch/daw/followup/e9966.pdf>.
- (2001). “Amélioration de la condition de la femme en milieu rural”. A/RES/56/129.
- (2002a). “Rapport de la Conférence internationale sur le financement du développement”, Monterrey, (Mexique), 18-22 mars, p. 15. 2002/A/CONF.198/11.
- (2002b). Plan d’application du Sommet mondial pour le développement durable, “Rapport du Sommet mondial pour le développement durable”, Johannesburg (Afrique du Sud), 26 août-4 septembre 2002. A/CONF.199/20. New York: Nations Unies.
- Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO) (1997). *Higher Agricultural Education and Opportunities in Rural Development for Women - An Overview and Summary of Five Case Studies*. Rome: FAO.
- (2002a). “Les femmes rurales: partenaires indispensables dans la lutte contre la faim et la pauvreté”. Message de Rome à Johannesburg. Sommet mondial de l’alimentation: cinq ans après. Manifestation parallèle. Rome, 12 juin. Disponible sur: http://www.fao.org/sd/2002/PEO801a3_en.htm.
- (2002b). *Women’s Right to Land: A Human Right*. 8 mars.
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (1995). *Rapport sur le développement humain*, 1995. New York: Oxford University Press.
- Quisumbing, A.R., et Maluccio, J.A. (2000). “Intrahousehold Allocation and Gender Relations: New Empirical Evidence from Four Developing Countries”. Division Consommation alimentaire et Nutrition (FCND). Document de synthèse No 84. Avril. Washington, D.C.: Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).
- Ramalingaswami, V., Jonsson, U. et Rohde, J. (1996). “Commentary: The Asian Enigma”. *The Progress of Nations*. New York: Fonds des Nations Unies pour l’enfance (UNICEF).
- Saito K., Spurling, D. et Mekonnen, H. (1994). *Raising the Productivity of Women Farmers in Sub-Saharan Africa*. World Bank Discussion Paper No. 230. Washington, D.C.: Banque mondiale.
- Sen, A. (2001). “The Many Faces of Gender Inequality” – Lecture at the Radcliffe Institute, Radcliffe Quarterly, Summer. Vol. 87, No. 1. Disponible sur http://www.ksg.harvard.edu/gei/Text/Sen-Pubs/Sen_many_faces_of_gender_inequality.pdf.

Smith, L. et Haddad, L. (1999a). *Explaining Child Malnutrition in Developing Countries: A Cross-Country Analysis*. Washington, D.C.: IFPRI.

— (1999b). *Women's Status, Women's Education and Child Nutrition in Developing Countries*. Washington, D.C.: IFPRI.

Verma R. (2001). *Gender, Land and Livelihood* Canada: Centre de recherches pour le développement international (CRDI).



Via del Serafico, 107 | 00142 Rome, Italie
Tél +39-06-54591 | Fax +39-06-5043463
Courrier électronique: ifad@ifad.org
www.ifad.org